

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux
Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

É D I T O R I A L

Notre écrasante responsabilité

Ce n'est pas par convention que nous souhaitons à tous les membres de notre mouvement, comme à ses amis et sympathisants (qui devraient devenir membres...) et à tous nos lecteurs en général une belle et heureuse année. Certes, il est nécessaire, pour chacun de nous, que la vie privée nous réserve plus de joies que de peines, et cette sérénité sans laquelle il n'est point d'action informée et continue. Mais, quant à l'action politique, justement, les vœux que nous échangeons les uns les autres sont loin d'être superflus en ce début d'année tant celle-ci sera décisive...

Comme nous l'avons dit dans nos précédents éditoriaux, le rôle du SIEL est écrasant en ce que lui seul finalement peut donner corps au RBM (lequel ne serait sans lui que l'alliance du Front national avec le Front national...), et pour faire en sorte que Marine Le Pen soit l'incarnation d'une résurrection nationale dont l'histoire a montré qu'elle n'est jamais le fruit des partis, et qu'elle nécessite au contraire qu'elle les dépasse. L'enjeu d'ailleurs se fait de plus en plus pressant : si le RBM qui n'a pu prendre véritablement corps en 2013, ne s'impose pas en 2014, si nous ne répondons pas ensemble à l'attente d'une très large partie des Français impatients de voir se former un authentique rassemblement national, face à l'effreuse ligue des gauches à la fois mondaines, européistes, et plus méprisantes pour la nation, plus idéologiques et plus autoritaires qu'elles ne le furent depuis longtemps, alors tout indique que d'autres y répondront à notre place - peut-être Nicolas Sarkozy à l'échelle nationale, comme à Paris Charles Beigbeder et ses nombreux amis. A nous de créer, et de créer d'urgence, après tant de temps perdu, une force authentiquement nationale, et une relève gouvernementale dont on ne voit pas qu'elle puisse procéder d'autre chose que d'une refonte et par là d'une union des droites.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	1
<i>Notre écrasante responsabilité par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh</i>	
Adhères au SIEL	2
Préfiguration du Deuxième Colloque du SIEL	3
<i>"L'universel déni des identités" par Paul-Marie Coûteaux</i>	
LA VIE DU SIEL	6
<i>Le SIEL, La Manif Pour Tous et L'Avenir Pour Tous : un même combat de civilisation par Karim Ouchikh</i>	
Prix de la Carpette anglaise	7
DERNIÈRES NOUVELLES DES CABRIS	8
LA CHRONIQUE DE ...	9
<i>Maurice Barbara Quelques réflexions sur 2014 Christian Vauge Des recommandations ahurissantes sur l'intégration</i>	
NOTE DE LECTURE	11
<i>Une autre histoire de la laïcité (J-F. Chemain) par Maurice Livernault</i>	
Après le Cid de Corneille, le bide de Hollande	
POURQUOI J'AI ADHÉRÉ AU SIEL	12
<i>Lucia Laporte</i>	
A vos AGENDAS !	13
LE SIEL REÇOIT ...	14

Ecrasante est donc la tâche du SIEL et plus écrasante encore celle de nos candidats aux municipales qui doivent impérativement faire la preuve, à Brest comme à Béziers, à Aix-en-Provence comme à Joigny, à Gonesse comme à Montivilliers, à Lesparre de Médoc comme à Paris sur Seine, à la Grande Motte comme à Strasbourg, à Oullins comme à Chassieu, à Epône comme à Gamaches, que l'ouverture est infiniment préférable, y compris dans les urnes même, à la logique des partis et leurs habituels sectarismes.

Pour l'heure, tous nos efforts doivent porter sur la réussite du 2ème Colloque du SIEL qui se tiendra à la Maison de la Chimie, à Paris, le 25 janvier prochain, veille de "Jour de Colère", sur un thème à la fois hardi et précis, "*L'universel déni des identités*" - si précis qu'il nécessite une préfiguration théorique qui doit servir de fil conducteur à tous les intervenants et éveiller la curiosité - on le trouvera ci-dessous. Dans le droit fil du colloque que nous avons tenu en janvier dernier sur le thème crucial de la liberté ("*France, qu'as-tu fait de tes libertés ?*"), ce colloque doit assurer au SIEL une sorte de magistère intellectuel propre à redonner au mouvement national un cadre théorique qu'il n'a plus, hélas, et sans lequel on peut pourtant être sûr qu'il ne sera point de victoire politique.

Paul-Marie Coûteaux
Président de SIEL

Karim Ouchikh
Président exécutif de SIEL



Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France

BULLETIN D'ADHESION

Souveraineté, Indépendance Et Libertés
S.I.E.L 51 rue de Paradis - 75010 PARIS

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Tél. mobile
Courriel @

ADHESION :

- Lettre d'information mensuelle (11 n°) : 13 € (pour la version 'papier')
- Adhésion simple : 36 €
- Adhésion active : 60 €
- Lycéen/Étudiant/Demandeur d'emploi : 15 €
- Membre bienfaiteur : 100 € à 500 € (Indiquer la somme)

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L

*Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3).
Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter*

Préfiguration du Deuxième Colloque du SIEL (Maison de la Chimie - 25 janvier 2014, de 15 à 21 heures)

"L'universel déni des identités"

"Que le nom"... A-t-on remarqué que se multipliaient autour de nous les choses qui n'ont de la chose "que le nom" ? Ce que nous appelons de façon trop restrictive la *Nature* en porte d'innombrables traces : tomates ou maïs à ce point "génétiquement modifiés" qu'ils n'ont plus, du maïs ou de la tomate, "que le nom" ; poulets eux aussi modifiés au point de n'avoir de poulet que le nom (souvent plus même la forme), herbivores nourris de farines carnées qui pourraient bien, de dégénérescence en dégénérescence, n'avoir plus d'herbivore que le nom, ainsi de suite...

Ce que les Anciens nommaient *Nature*, concept qui fut l'élément organisateur de la pensée antique puis de la pensée classique apparaît aujourd'hui fort neuf tant les Modernes l'ont nié dans son sens le plus large : on voit désormais des mariages pour ainsi dire "génétiquement modifiés" qui ne sont plus des mariages au sens classique, celui du dictionnaire ; des femmes ou des hommes qui n'ont de femme ou d'homme que le nom - un nom, justement, que voudraient abolir les tenants du "gender" comme si, leurs caractères réputés disparus, il ne restait à en supprimer qu'une dernière trace arbitraire, le nom. Ne voit-on pas aussi des pères et des mères, dont la nature de père ou de mère est niée et qui n'en ont plus que le nom, des enfants donneurs d'ordre, sûrs de leurs choix, de leurs droits et dominateurs, qui n'ont d'enfant que le nom - certains siègent même au curieux "Parlement des enfants" lequel n'a, lui aussi, de Parlement que le nom... Comme on voit des professeurs qui n'ont de professeur que le nom, et qui d'ailleurs ne se disent plus eux-mêmes que "profs", se démarquant de tout caractère attaché au professorat - d'aucuns affirmant à l'occasion qu'ils "apprennent beaucoup de leurs élèves" ? Ou encore des jeunes qui n'ont de jeune que le nom, mais sont en réalité tout autre chose ; des Européens qui n'ont d'Européen que le nom, des Français qui ne le sont que d'un nom inscrit sur des papiers - souvent ne s'agit-il pas de "Français issus de l'immigration" mais de Français dits "d'origine", qui n'ont plus de l'origine que le nom, supposément héritiers d'une culture française qui n'a plus de culture que le nom, etc... On voit non moins des oeuvres d'art qui n'ont plus d'art que le nom, des musiques qui n'ont de musique que le nom, des livres qui ne sont plus des livres, des campagnes transformées en banlieues ou en villes qui ne sont plus ni campagne ni ville... Des patrons, des ministres, des responsables de toutes sortes qui n'ont de dirigeant, de ministre ou

de responsable que le nom, des Etats qui n'ont plus d'Etat que le nom, des rois qui ne sont pas des rois et des ministres qui ne sont pas des ministres, une Europe repliée à Bruxelles qui n'a d'Europe que le nom, une équipe de France ou de Marseille de football, qui n'ont de France ou de Marseille que le nom. L'inadéquation de la chose et du mot, devenue universelle quand l'appellation d'origine contrôlée déserte peu à peu tous les domaines, semble admise par l'esprit moderne ; elle est même inscrite dans ce qu'il appelle "Progrès", au point qu'il regarde pour normaux les mélanges les plus incongrus - tel le fameux "Paris Plages", qui n'a bien sûr de la plage que le nom...

A ces innovations, ou plutôt ces *dénaturations*, n'auraient jamais songé les générations qui ont précédé les révolutions culturelles du XXème siècle : d'abord la révolution saussurienne, retour du vieux nominalisme de l'anglais Guillaume d'Ockham niant la réalité de la chose en dehors du nom qu'on lui donne (doctrine qu'avait interdite Louis XI par l'édit de Senlis de 1474, mais qui est désormais enseignée dans les écoles), nominalisme rafraîchi par la théorie de "l'arbitraire du signe" selon laquelle "il n'y a rien de commun, dans l'esprit, entre un signe et ce qu'il signifie" - Saussure, *Ecrits de Linguistique Générale*, p. 20 - 1915 ; puis le surréalisme ("Ceci n'est pas une pipe", René Magritte - 1929) enfin l'existentialisme qui nie toute "nature des choses" (voir le "On ne naît pas femme, on le devient" de Simone de Beauvoir - *Le Deuxième Sexe* - 1949), ouvrant par exemple la voie aux théories américaines du *gender*, et aux révolutions qui ont en commun de nier l'essence des choses, autrefois réputée inviolable, dont mai 68 et l'hégémonie culturelle qu'il ouvrit et qui perdure depuis plusieurs décennies ne furent que l'aboutissement politique. Les plus anciennes manières de voir furent ainsi bouleversées à un point que n'aurait jamais imaginé le monde ancien, même les plus innovateurs répétant par exemple "que le Parlement britannique peut tout faire sauf changer un homme en femme", ce que, mis à la remorque de l'innovation médicale, il fait désormais couramment... Les Modernes semblent avoir admis une fois pour toutes que "la chose en soi", ce que l'on appellera ici *identité* ou *la nature des choses* (nous avons hésité entre ces deux mots quant à l'intitulé de ce colloque) est abolie au point que le monde gambade dans une liberté totale et folle consistant à tout transformer sans fin, non plus, selon sa conception classique,

à faire que choses et êtres soient ce qu'ils sont, soit exactement l'inverse - pour mémoire, c'était le thème du 1er colloque du SIEL tenu à l'Assemblée Nationale en janvier 2013.

Perçoit-on ici l'absurdité d'un univers où les dénominations sont devenues ouvertement trompeuses sans que nul ne s'en offusque - à rebours des traditions les mieux établies qui font de la "rectitude des dénominations" (Lao Tseu) le fondement de tout ordre - Cicéron y voyait même la condition de la paix, postulant que "*lorsque l'ordre a disparu dans la Cité, il ne reste plus, pour rétablir la paix, que les mots justes*" ? Or, l'universelle dérégulation de la dénomination ne se réduit pas à une sorte de vaste "tromperie sur la marchandise" : elle annonce des temps obscurs où le sens des mots n'est plus sûr et l'idée même de sens, de nature ou de vérité sont niés - ce qu'on peut nommer nihilisme. "Paris Plages" n'est ni Paris, ni la plage : du néant ; et tout sombre dans ce néant.

Par petites touches se révèle ainsi ce qui est peut-être le fait majeur de l'époque : dans l'obsession de la transgression, dont la mode du *trans* (trans-genre, trans-frontiérisme...), c'est la notion même d'identité, au sens de la singularité durable (*durable* sinon immuable, qu'en langage philosophique on nomme "essence") qui est remise en cause dans tous les registres, aussi bien celui de la nature que celui de l'homme ou de la civilisation - insistons sur le mot *nature*, mot des Classiques moins équivoque que le mot *gène*, encore que ce mot soit très explicite : ce qui est en jeu est la nomenclature même de la nature, le respect du *genre* en soi - l'*origine*, la *génération*, le *génie propre*, etc.

Transformant l'univers en une vaste *matière plastique*, les Modernes n'admettent pas qu'il y ait des choses qui ne changent pas. La *nature des choses* leur est insupportable, en ce qu'elle résiste aux volontés humaines, aux rationalisations du progrès, de la technique, de l'idéologie et, principalement, de leur dieu véritable, le Commerce. Eloquente est à cet égard l'affaire de la "vache folle", herbivore dont on a tenté de faire un carnivore, nourri aux farines animales : si violente fut l'insulte à la nature que les carnages qui ont suivi étaient inévitables. On pourrait en dire autant des OGM, comme de toute manipulation génétique, ou d'un "mariage génétiquement modifié" qui abolit pères et mères, hommes et femmes, tenus pour tristes faits de nature ; ou encore de "l'antiracisme", théologie de la négation des races : or, ces faits de nature que le Moderne veut à toutes forces abolir par l'obligation de les mélanger au bénéfice d'une unité factice empruntant le curieux masque de la "diversité" ne

disparaissent pas, ne peuvent disparaître, ce qui plonge l'antiracisme dans des contradictions sans fin : non seulement il replace la race au centre du discours commun, mais encore son *imperium* idéologique aboutit à la ghettoïsation générale, à quoi s'ajoute qu'il se heurte à des conceptions du monde non occidentales qui, placent la race, ou la lutte ou la revanche raciales, au coeur de l'action politique - voir le sinistre exemple de l'Afrique du Sud, mais celui de bien d'autres pays sur lesquels le modernissime "antiraciste" se condamne à rester aveugle. On peut en dire autant de cet autre *fait de nature* sur laquelle s'ouvre la Bible, la diversité des langues et des nations (parabole de la Tour de Babel) dont la négation justifie tous les impérialismes, et toutes les formes de dépassement des nations, tel le prétendu "dépassement européen" : les nations persistant dans leur être historique, ce qui ne porte plus que le nom d'Europe n'est qu'une superstructure despotique niant la réalité d'un continent constitué par sa *nature* même (une géo-graphie niée par les Modernes) d'une diversité de peuples, contrefaçon d'Europe en carton-pâte décollant une fois de plus le nom et la chose...

Les considérations qui précèdent ont en effet une portée politique, au grand sens de ce mot. Détachant artificiellement toute chose de son origine, se faisant fort de montrer qu'une chose peut être autre que ce qu'elle est, y compris l'Homme lui-même (prétention d'une certaine Révolution française, du communisme russe, de l'hitlérisme ou de la révolution culturelle maoïste...), voulant sans cesse recréer un "Homme nouveau" universel et détaché de tout, qui d'ailleurs reste au coeur d'un certain millénarisme américain, le modernisme ne fait sans doute que reprendre un très vieux rêve de l'Humanité, le rêve même de Prométhée ou, plus simplement le rêve de la perpétuelle transformation de l'univers qu'avait théorisé Héraclite ("on ne se baigne jamais dans la même eau"), à quoi Socrate rétorquait que le mouvement naturel n'excluait nullement des fixités ("ce n'est pas la même eau mais toujours le même fleuve"). On trouve dans le *Cratyle* de Platon une bonne mise en scène de cette opposition entre Hermogène, pour qui rien n'est fixe, et Cratyle, tenant des *essences*, fixes derrière de trompeuses métamorphoses qui ne sont que changements de forme ou de nom - voir Renaud Camus (*Du Sens*, Ed. P.O.L). Controverse majeure qui rebondit avec le nominalisme et la formidable "Querelle des Universaux" traversant le Moyen-Age, puis au XVIIème avec la théologie du Progrès, obsession du changement, voire de la Révolution, toujours réputés bons en eux-mêmes. Entendons-nous : tout n'est certes pas fixe dans l'univers ; mais certaines choses le sont, et portent majuscule, échappant aux

réalités de passage pour devenir des vérités immuables, ou de très long terme : le condamnable de l'esprit moderne est sa négation *absolue* de toute "nature des choses", déséquilibrant la lecture du monde, ne voulant voir que changement *partout* - finalement totalitaire.

Point n'est besoin de lire Platon (encore qu'il vaudrait mieux...) pour comprendre que la croissante inadéquation des choses à leur idée, leur *sens*, leur *identité* ou leur *nature* rend impossible la conception d'un monde en ordre, un ordre où "les choses sont ce quelles sont" pour reprendre la formule même du classicisme que de Gaulle, entre autres, reprit en d'innombrables occasions. Cette négation est source de grandes folies, telles la mondialisation entendue comme destruction de toute singularité, l'interchangeabilité des êtres, la marchandisation des corps, autrefois réputés inviolables par une sorte de Nature, repris par la foi chrétienne, ou encore le prétendu "mariage" homosexuel : c'est pourquoi le mouvement de protestation que ce dernier souleva, et dont l'un des objets du colloque est de tirer les leçons avec le recul d'une année, dépasse de beaucoup la réduction qui en fut faite au droit des homosexuels, ainsi que l'a fort bien montré Christian Vanneste. Aussi inconscient fut-il de sa dimension, ce mouvement fournit l'occasion d'une rébellion plus générale contre la blessure permanente et multiforme qu'une conception totalitaire de la modernité inflige à l'ordre naturel, l'émergence de ce que Béatrice Bourges ou Tugdual Derville ont nommé une "*écologie humaine*" - et sans doute une refondation beaucoup plus profonde du thème de *l'écologie*, à quoi les prétendus écologistes n'ont sans doute jamais songé. Fort regrettable est à cet égard l'aveuglement des penseurs et des politiques d'une droite qui, dans la renaissance du vieux débat entre Héraclite et Platon, Hermogène et Cratyle, Ockham et Saint Thomas, et finalement la grande *Querelle des Classiques et des Modernes* retrouverait un fondement sûr, et un avenir. Il est certes difficile d'être le contemporain de sa propre histoire, et rares sont les esprits qui ont pointé l'universel déni des identités comme l'un des traits les plus problématiques de notre temps, tel Christopher Lasch aux États-Unis, en France Alain de Benoist ou Alain Finkielkraut plaignant l'"*Identité Malheureuse*". Mais l'identité malheureuse n'est pas seulement celle des Nations en butte à l'uniformisation mondialiste, c'est celle de toute chose et de tout être.

Le SIEL entend traduire ces considérations en stratégie politique ; nous sommes sûrs que la régénération de la droite française, à tout le moins de la pensée classique qui devrait être son fondement, peut servir d'alternative intellectuelle

d'abord, puis politique au "bloc historique" soixante-huitard dont l'écrasante hégémonie est à bout de souffle, comme l'est une gauche qui s'est fondue en elle - le sort de ceux qui lui échappent, tels J-P. Chevènement le révèle tristement. L'heure est à une refondation culturelle, et, faute de la saisir et la former, les partis de droite ne seront que des péripéties politiciennes qu'un autre mouvement plus neuf dépassera, réunira et remplacera. Nous sommes sûrs qu'il n'y a pas de rétablissement possible de la politique de la France sans un rétablissement des fondations de notre civilisation, plus essentialiste que nominaliste ou existentialiste, tels le respect des attachements fondamentaux, à commencer par la nation qui reste notre instrument de participation au monde et qui garde la "vie dure" (est dur ce qui dure), la connaissance respectueuse de l'histoire, la famille, les rôles dans la famille, la civilisation et les rôles dans la civilisation, le respect des choses de la nature et de la "nature des choses"...

C'est sur ce thème que S.I.E.L. organise le 25 janvier, de 15 à 21 heures, un colloque dans la grande salle de la Maison de la Chimie (460 places), colloque qui se situe à la veille de la manifestation du 26 janvier déclaré "Jour de Colère". Il sera découpé en trois tables rondes, entrecoupées d'interventions *ex cathedra* de quelques personnalités :

- Table ronde n° 1 - 15h15 à 16h30

Identités politiques : continents, nations, régions, communautés...

- Table ronde n° 2 - 17h à 18h15

Identités sociales et écologie humaine : rôles sociaux, famille, homme, femme et *genre*, manipulations génétiques, enfant...

- Table ronde n° 3 - 19h30 à 20h45

Identités et écologie : Nature et environnement, agriculture, biodiversité, développement durable, principe de précaution, etc...

Il est proposé aux lecteurs de ces lignes de participer chacun à sa façon à la réussite de cette journée, que certains liront comme l'élargissement du fondement théorique du souverainisme, respect général de l'être et des identités, d'autres comme une voie de renouvellement de la pensée classique susceptible de refonder les droites nationales, d'autres comme une simple contribution à ce qu'il est convenu d'appeler "le débat"...

Paul-Marie Coûteaux

Le SIEL, La Manif Pour Tous et L'Avenir Pour Tous : un même combat de civilisation

Dans le prolongement de leurs actions salutaires menées l'année passée, à Paris comme en province, les mouvements "La Manif Pour Tous" et "L'Avenir Pour Tous", fers de lance de l'opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, proposent aux candidats aux municipales de signer une "Charte des Maires et des candidats aux élections municipales de 2014", dont l'un des objectifs à venir est d'abroger ou de modifier la loi Taubira. Frappé du coin du bon sens, le texte de cette charte mérite d'être ici repris intégralement :

*« Convaincu que la famille, lieu principal d'éducation et de solidarité, constitue la cellule de base de la société et assure son avenir et son progrès ;
Conscient que le contexte actuel, sociétal, législatif et économique, justifie un renouveau de la politique autour des valeurs de la famille ;
Conscient qu'il convient, face à cette attente, d'énoncer mes positions de candidat aux élections, que ce soit pour la responsabilité de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal ;
J'adhère à la charte comprenant les engagements suivants :*

Politique familiale : La famille, cellule de base de la société

Élu(e), je mettrai en place une politique communale qui intègre la famille et sa composition :

- En matière sociale, sportive et culturelle (transports, crèches, cantines et autres services assurés par la commune),*
- En matière fiscale et de calcul du montant de la contribution annuelle.*

Élu(e), sachant que la commune est le premier lieu d'initiatives de cohésion sociale et familiale :

- Je m'attacherai à créer un environnement favorable aux familles,*
- J'axerai les subventions et les projets de ma commune en ce sens,*
- Je favoriserai la solidarité intergénérationnelle.*

Élu(e), je déciderai ou demanderai :

- Qu'un adjoint soit dédié aussitôt après les élections à la mise en œuvre d'une politique répondant aux engagements de la présente charte,*
- Qu'un rapport sur la politique familiale communale soit réalisé et publié annuellement.*

Politique éducative : Les parents, premiers et principaux éducateurs de leurs enfants

Élu(e), j'œuvrerai, dans ma commune et dans chacun des mandats que j'exerce, à :

- Respecter le rôle des parents,*
- Préserver l'enfant de toute expérimentation basée sur les concepts de Genre, diffusés sous couvert de lutte contre les stéréotypes et pour l'égalité Homme / Femme, en particulier en maternelle, dans les crèches et dans les temps périscolaires à l'école.*

Élu(e), je délèguerai une personne en accord avec cette Charte dans les Conseils des Écoles et, le cas échéant, dans les Conseils d'administration des collèges et lycées de ma commune.

Élu(e), j'utiliserai tous mes pouvoirs de police administrative pour préserver la jeunesse en luttant contre le trafic et l'usage de drogue ainsi que la pornographie sous toutes ses formes.

Représentation de mes administrés : Ma responsabilité politique lors des élections présidentielles et sénatoriales

Élu(e), j'exprimerai mon soutien, lors des élections sénatoriales, et donnerai mon parrainage, lors de l'élection présidentielle, aux candidats qui s'engageront sur le programme législatif suivant :

- Abroger la Loi Mariage et Adoption pour Tous sans rétroactivité pour préserver et restaurer la filiation père-mère-enfant et favoriser l'éducation des enfants par leurs parents,*

- Refuser la marchandisation du corps, en particulier via l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux célibataires ainsi que la GPA quelle que soit la composition du couple,
- Inscrire dans le droit la reconnaissance pour les élus de se prévaloir de la liberté de conscience dans l'application de la Loi Mariage et Adoption pour Tous.

Je signe librement en précisant éventuellement ma position sur certains points. »

Fidèle aux idéaux poursuivis par le SIEL depuis sa fondation - au rang desquels figure la nécessaire préservation de l'intégrité de la famille, cellule de base de la société française -, notre formation politique ne peut que souscrire sans réserve aux objectifs consignés dans cette charte. Karim Ouchikh, tête de liste SIEL-RBM pour les municipales à Gonesse et Alain Rousseau, tête de liste SIEL-RBM pour les municipales à Brest ont déjà rejoint ceux qui, partout en France, ont co-signé en nombre ce document fondateur.

Persuadé que la famille constitue l'un des derniers remparts opposés, à l'échelle nationale comme au plan local, au délitement programmé de notre civilisation, j'invite l'ensemble des candidats du SIEL, têtes de liste SIEL/FN/RBM aux municipales, à rejoindre sans hésitation la dynamique vertueuse lancée par les mouvements La Manif pour tous et l'Avenir pour tous, en signant cette charte sans plus tarder.

Karim Ouchikh
Président exécutif de SIEL
Administrateur du RBM



Communiqué 2013 de LA CARPETTE ANGLAISE

Des transports en Carpettes... anglaises

Guillaume PÉPY, président de la *SNCF*, distingué pour ses éminents mérites en dévotion anglophone par le jury de l'académie de la Carpette anglaise, présidé par Philippe de Saint Robert, réuni à la brasserie Lipp à Paris, a reçu le **prix 2013 de la Carpette anglaise**. Après les *Smiles*, les *TGV Family*, et autres médiocrités linguistiques, voici que la *SNCF* tente de nous faire ingurgiter de l'anglais, en proposant des cours de langue anglaise uniquement, dans ses trains champenois par l'intermédiaire de l'organisme *SpeakWrite* ; après le trop fameux sandwich *SNCF* voici la bouillie anglaise !

Seconde cerise amère sur le pudding indigeste de l'anglofolie, pour **Tom ENDERS**, président exécutif d'*EADS* et grand organisateur de la politique linguistique du tout en anglais dans son groupe, qui a trouvé (dis) grâce aux yeux du jury.

L'Académie a tenu à lui décerner son **prix spécial à titre étranger** pour avoir annoncé, en anglais seulement, à tous les salariés allemands, espagnols et français de la branche « Défense et espace », un vaste plan de licenciements par une vidéo... elle-même sous-titrée en anglais. *Major Tom*, a été retenu après un vote serré (8 voix contre 4) l'opposant à son concurrent en abandon linguistique Joachim GAUCK, président de la République fédérale d'Allemagne qui a appelé les peuples d'Europe à adopter l'anglais comme langue de communication !

Que déshonneur leur soit rendu !

Anne Cublier, Marie Treps, Hervé Bourges, **Paul-Marie Coûteaux**, Benoît Duteurtre, Yves Frémion et Dominique Noguez, sont membres de cette académie.

Contact : Marc Favre d'Échallens, secrétaire de l'académie de la Carpette anglaise.

Courriel : parlerfranc@aol.com

DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

Poursuite de l'offensive des Cabris pour une législation commune sur la PMA

Après le rejet du rapport Estrela sur « la PMA, pratique en plein essor », le Parlement européen vient de lancer une nouvelle procédure d'initiative en Commission des Libertés civiles sur la « feuille de route contre l'homophobie et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre » qui va dans la même direction. Le rapport Lunacek, porté par les « groupes de pression homosexuels », se fonde sur les principes de la libre circulation des personnes ainsi que sur une certaine conception individualiste et relativiste de la non-discrimination.

Mariage : les Croates défient l'UE !

En Croatie, un référendum d'initiative populaire (700 000 signatures avaient été recueillies en un temps record dans ce pays de 4 millions et demi d'habitants) visait à inscrire dans la Constitution la définition naturelle du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme. Le vote a donc été organisé le 1er décembre et la proposition a été approuvée par deux tiers des Croates. Cet épisode démontre deux choses : les Croates nouvellement entrés dans l'UE ayant compris que les ingérences idéologiques et la jurisprudence européenne menaçaient leurs valeurs, ont voulu se prémunir ; seule l'action au niveau national peut être efficace pour défendre la famille.

Propaganda !

Le Parlement européen vient de lancer une onéreuse campagne afin d'inciter les électeurs à se déplacer et à voter lors des prochaines élections européennes, en mai prochain.

Dotée de 16 millions d'euros, cette campagne de propagande fait la part belle aux "valeurs européennes" et aux "bénéfices" de cette Union européenne que "les citoyens se seraient choisis" (sic !) : des groupes cibles issus notamment des écoles et des universités, ainsi que des organisations partenaires telles que les "Amis de la Démocratie européenne" seront en charge de faire passer le message central suivant : "Cette fois, c'est différent". Tout un programme... Les Français et les Hollandais se souviennent des effets de leurs votes lors des référendums de 2005...

La mort programmée de la volaille française

La Kommission ayant annoncé la fin des «restitutions», ces aides à l'exportation qui permettaient aux poulets européens d'affronter la concurrence internationale (notamment des poulets brésiliens), une délégation française composée de représentants des volaillers, de la Confédération française de l'aviculture (CFA) et de la Fédération des industries avicoles (FIA) a demandé au commissaire européen à l'Agriculture de revenir sur sa décision d'éliminer les subventions européennes pour les exportations de volaille. Mais Dacian Ciolos, a de nouveau adressé une fin de non-recevoir arguant que "la filière avicole avait eu sept ans pour se préparer à la fin de ces subventions".

Les banques pourront prélever les dépôts des épargnants

Après la ponction des épargnants chypriotes et l'idée du FMI d'une supertaxe de 10% sur le patrimoine, l'UE vient d'entériner la participation des déposants au renflouement des banques en cas de crise grave, à partir de 2016. L'accord, scellé le 11 décembre, est passé relativement inaperçu, alors qu'il pourrait être d'une importance capitale pour les épargnants. Des représentants du Parlement européen, du Conseil qui représente les Etats et de la Kommission se sont mis d'accord sur une loi prévoyant des règles de renflouement interne des banques, afin d'éviter de faire davantage participer les Etats au sauvetage des établissements financiers. Les premiers à payer seront les actionnaires et les créiteurs (autrement dit les épargnants), qui devront couvrir au minimum 8% des pertes de la banque avant que l'on puisse faire appel à des fonds nationaux de résolution. Les dépôts seront garantis jusqu'à 100.000 euros. Au-dessus de cette somme, les personnes physiques et les PME bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux autres créanciers. "C'est un pas fondamental vers la réalisation de l'union bancaire", a assuré Michel Barnier.

Quelques réflexions sur 2014

Il nous paraît évident que l'économie mondiale est dopée par la politique monétaire accommodante des banques centrales, que la croissance est artificielle et la finance mondiale instable.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne, la création de monnaie par les banques centrales atteint des cadences rarement vues. L'activité économique se maintient, mais au prix de l'appauvrissement de leurs épargnants de ces pays et de hausses exagérées des marchés. De plus, dans ces pays, les Etats ne sont pas incités à réduire les déficits budgétaires.

Dans la zone euro, la politique monétaire est moins accommodante et la croissance économique est quasiment nulle. N'ayant pas un accès facile aux financements de la banque centrale, la plupart des Etats s'efforcent de réduire les déficits par des politiques d'austérité. Des tendances déflationnistes apparaissent, surtout dans les pays périphériques. Mais l'absence de croissance et l'absence d'inflation alourdissent le poids réel de la dette.

Les Etats-Unis risquent l'inflation, certains Etats de la zone euro risquent le défaut.

Nous pensons que, mis à part quelques ajustements marginaux, la Fed et la BCE maintiendront leurs politiques respectives. Pour une banque centrale, en effet, il est très difficile de changer de cap, compte tenu des contraintes économiques et surtout politiques qui s'exercent.

En 2014, les conséquences de l'inflation devraient commencer à se manifester aux Etats-Unis : taux courts maintenus exagérément bas, hausse des taux longs, hausse de la Bourse, baisse du dollar. En zone euro, ce sont les effets déflationnistes des politiques d'austérité et les risques grandissants de défaut des Etats qui devraient se faire sentir : fuite vers la qualité (vers l'Allemagne), stabilité à un niveau bas des taux courts et longs, écartement des *spreads*, baisse des Bourses, hausse de l'euro.

Une crise apparaîtra aux Etats-Unis si certains marchés deviennent incontrôlables. Le plus fragile est le marché des changes car les autorités américaines ont peu de contrôle sur le change. Les investisseurs étrangers peuvent se détourner des placements américains, la baisse du dollar peut se transformer en cercle vicieux (plus ça baisse, plus on vend, plus ça baisse), l'inflation importée s'ajoute à l'inflation intérieure d'origine monétaire, etc....

Une crise apparaîtra en zone euro s'il faut restructurer les dettes publiques et si ces restructurations créent des conflits entre les Etats de la zone. Le point sensible sera l'habileté de la diplomatie allemande.

Dans un scénario optimiste, les marchés resteront ordonnés aux États-Unis et, dans la zone euro, le réaménagement des dettes publiques se fera à l'amiable. Signalons cependant que, même dans ce cas, la situation devrait se tendre dans le système bancaire international. Les banques sont les intermédiaires qui transforment depuis des décennies des ressources à court terme en emplois à long terme, des ressources en diverses devises en emplois en dollars, de l'épargne des ménages en prêts aux États. Le système bancaire a accumulé des positions gigantesques et est exposé à une hausse des taux américains, à une baisse du dollar et à une restructuration des dettes publiques européennes, c'est-à-dire aux trois tendances qui devraient se manifester en 2014. Nous allons donc vers une fragilisation des banques dans tous les pays.

Quant à la France, elle accumule les handicaps : une coalition au pouvoir ayant une faible assise dans l'opinion, des impôts très lourds, un déficit budgétaire persistant, une dette publique élevée, un déficit extérieur qui annonce un ralentissement économique, des entrepreneurs découragés. Ces handicaps devraient commencer à peser en 2014 sur le taux d'intérêt des obligations du Trésor.

* Pseudonyme d'un important conseiller financier de Paris, membre du SIEL

Des recommandations ahurissantes sur l'intégration

Cinq groupes d'experts viennent de remettre au premier ministre leurs rapports sur la politique d'intégration en matière de « Connaissance-Reconnaissance / Habitat / Mobilités sociales / Faire société (sic) / Protection sociale ». Nul n'en doute : leurs recommandations ahurissantes seront instillées dans la société française « à doses filées » : par fractions discrètes mais continues. Dans ce condensé des sottises infligées aux Français depuis des années, et particulièrement depuis que la gauche détient tous les pouvoirs, la palme revient à « Faire société » où l'on retrouve à profusion le jargon des sociologues, pédagogistes et autres cuistres qui noient la vacuité du fond sous le baroque de la forme.

Plutôt que de rechercher d'improbables bijoux dans ce fatras, élevons le regard pour juger de la solidité d'un édifice que le pouvoir socialiste prétend ériger en lieu et place de la France. Ce qui frappe tout d'abord est le renversement d'un paradigme pourtant validé par l'Histoire : de tous temps, nos flux migratoires – par définition volontaires – s'intégraient de leur plein gré dans une société dont ils acceptaient les us et coutumes et qui les assimilait, génération après génération, conservant ainsi sa stabilité culturelle à notre nation. Ici, ce sont les immigrants – largement arabo-africains, donc musulmans en majorité - qui sont censés imposer leur culture à la société française. D'où les contorsions intellectuelles pour faire accepter cette hérésie, ou bien la solution radicale – en cours – qui est de submerger notre culture sous le flot migratoire afin que la culture allogène se substitue à terme à l'originelle par le jeu de la natalité et des urnes.

Qui veut, et pourquoi, ce « grand remplacement » ? Si l'on élimine, faute de preuves, l'hypothèse d'un complot mondial des grandes puissances économiques, coalisées dans des associations opaques (Trilatérale, Bilderberg, Illuminati, etc.), il reste les « religions de l'Homme », omniprésentes dans les sphères dirigeantes. Nées des fermentations intellectuelles du XVIII^e siècle, elles prétendaient détrôner Dieu - leur parangon d'obscurantisme - au profit de l'Homme dont l'esprit sans limites devait concevoir l'avenir comme un Âge d'Or millénariste où seraient abolies toutes distinctions de race, de genre, de peuple et de nation... Si, dans ses débuts, ce mouvement restait prudent quant à Dieu (« l'Être suprême »), il s'en est depuis clairement affranchi, se plaçant ainsi dans une logique circulaire qui ne peut conduire qu'à des solutions contingentes. En d'autres termes, toute loi édictée par l'Homme peut être remise en cause par l'Homme, et chacune de ces lois n'a aucune valeur dans l'absolu. Cas d'école : la *République* qui tient désormais lieu de *France* dans le discours de nos gouvernants, quasiment tous « humanistes ». Or, la république n'est qu'un *moyen* de gestion de la société, au même titre que la monarchie ou la dictature. Elle n'est pas de même essence que la France, entité géographique, historique et culturelle, tout à l'opposé d'une simple vue de l'esprit.

Ces cinq rapports sont les étais de l'édifice imaginé par nos architectes « humanistes » : apologie du métissage universel des cultures, des genres, des langues – dont l'arabe, vecteur obligé de la foi musulmane ! –, abolition de toute différence individuelle (les dons innés) ou collective (les peuples organisés et les autres). Bref, rien qui puisse survivre à l'ordre naturel qui *volens, nolens*, s'impose à l'orgueilleuse Humanité...

* Professeur (H) des universités, membre du bureau du SIEL, délégué pour Paris et candidat tête de liste SIEL/RBM aux élections municipales de mars 2014 dans le 12^e arrondissement

NOTE DE LECTURE

"Une autre histoire de la laïcité" par Jean-François Chemain (Editions Via Romana)

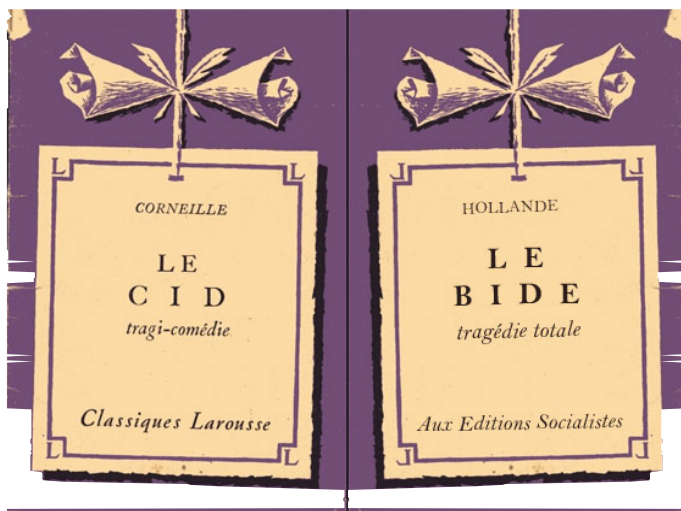
L'auteur postule que la laïcité est issue du christianisme et de l'Eglise catholique. C'est dans la phase pré-chrétienne de l'Empire romain qu'il discerne les prémisses de ce phénomène, produit inéluctable de la dualité des pouvoirs temporel et spirituel. C'est au sein du paganisme que la notion de dieu unique prend ses racines, et c'est le christianisme naissant qui, au cours des premiers siècles de notre ère, aidé en cela par la disparition de l'Empire d'Occident, donnera toute sa signification et ses règles à l'exercice de cette dichotomie. Il en forgera et institutionnalisera les paradigmes qui lui permettront de tenir son rôle dans un monde d'où le polythéisme sera progressivement évincé. Au prix d'une lutte opiniâtre contre les pouvoirs politiques qui tentèrent de la réduire ou de l'asservir, l'Eglise de Rome parviendra à établir ainsi son indépendance. Cette évolution historique est ici scrupuleusement restituée, avec précision et clairvoyance ; et l'on voit bien s'inverser les attitudes des protagonistes à mesure que les conflits s'exaspèrent ou s'adoucissent. Cette approche inédite fait découvrir avec surprise que, dans nombre d'affrontements, le vainqueur ne fut pas toujours celui que l'on pense. Il en fut ainsi lors des accords de 1905, lorsque le laïcisme exacerbé du parti radical tira gloire de l'arrangement, alors que celui-ci profita d'abord au clergé qu'il prétendait mettre à genoux.

Cependant, à l'issue de ces combats impitoyables, ouverts ou souterrains, le mercantilisme et le matérialisme vulgaire sont parvenus en Occident à mordre sur des pans entiers de populations qui s'éloignent ou se détachent des principes chrétiens et de leur influence. Mais il ne résulte de cette déperdition aucun profit pour la laïcité, qui, oubliant les valeurs civiques et morales formalisées au début du siècle dernier, s'alourdit de concepts démagogiques qui la dénaturent. La France ayant renoncé à la pratique de ses attributs régaliens, le problème se pose désormais dans le cadre du conglomerat européen dont elle est captive ; ici il nous apparaît que l'auteur se berce quelque peu d'illusions quand il suggère que cet ensemble hétéroclite et sans âme, dont les promoteurs et dirigeants actuels nient toute filiation chrétienne, pourrait se régénérer, alors même qu'il renie ses principes. Cependant, la nouvelle lumière qu'il projette sur la laïcité, concept ici profondément repensé, rend ce livre fort précieux...

Maurice Livernault



**Il y a encore des gens qui savent écrire le français...
... et rédiger en alexandrins ...**



(Qu'en des termes courtois ces choses-là sont dites...)

Ôllande ! Ô désespoir, Ô stupide énarchie
N'avons-nous tant voté que pour cette infamie ?
Et ne sommes-nous blanchis à tant et tant œuvrer
Que pour voir en dix mois fleurir tant d'insuccès ?

Nos cœurs qu'avec ardeur faisons battre "français"
Nos cœurs sont las de vous et de tous vos compères.
Blessés, trahis, usés, l'ambiance est délétère ;
Une affaire survient et fait tout exploser.

Ô cruel souvenir d'une gloire passée
Œuvre de tant d'histoire décimée le 6 mai
Nouvelle hiérarchie fatale à nos espoirs,
Précipice abyssal où nous allons tous choir.

Faut-il, par votre faute, voir ce pays crever
Et souffrir sans un mot ou souffrir de dégoût ?
Hollande ! Il est grand temps de redonner à tout,
Une plus grande exigence et un plus grand projet.

Président, la fonction n'admet point d'à peu près.
Et les faux pas nombreux que vous accumulez
Les erreurs, les mensonges et cette suffisance
Font déborder la coupe de notre tolérance.

Le moment est venu où tout peut basculer
Évite la débâcle, sauvegarde la paix.
Va, quitte donc l'Elysée, en voiture ou en train
Et laisse le pouvoir en de meilleures mains.

Marc Rousset

économiste (directeur d'entreprises) et essayiste,
souverainiste, sympathisant du SIEL

Pourquoi j'ai adhéré au SIEL

Lucia LAPORTE, diplômée en Aménagement du territoire et en gestion des collectivités locales, est administratrice de la Maison Maternelle Louise Koppe. Elle a un beau parcours associatif (elle fut longtemps SG de la C.G.P.M.E. dans le 5ème arrondissement de Paris) et politique qui symbolise notre credo "Union des droites" : RPR de 1995 à 2000, Démocratie Chrétienne Française de 2001 à 2008 (candidate aux municipales à Paris en 2001 et 2008), UMP en 2008-2009 (candidate en position éligible aux municipales dans le 19ème arrondissement de Paris), DLR de 2009 à 2011, porte-parole du RPF en 2011-2012. Elle milite activement au SIEL : membre du bureau, ayant obtenu plus de 7% aux législatives de l'an dernier dans la 7ème circonscription des Hauts-de-Seine (92), elle est l'une des cinq têtes de liste SIEL engagées dans la campagne municipale à Paris (5ème arrdt).

Gaulliste depuis toujours, je viens de la droite Gaulliste (le général de Gaulle a toujours été un exemple pour moi : il était intègre, loyal et surtout, il aimait la France). J'ai adhéré au SIEL grâce à Paul Marie Coûteaux que j'ai connu lors d'une réunion à Enghien-les-Bains alors qu'il était député Français au Parlement européen. J'ai participé à de nombreuses campagnes électorales. En 2001, lors des élections municipales dans le 19ème arrondissement de Paris, j'ai été tête de la liste Paris-Autrement présentée par la DCF. J'ai ensuite adhéré à DLR et j'ai été candidate aux élections Européennes et Régionales. Puis j'ai rejoint le RPF et l'UMP.

Concernant le SIEL et le partenariat que nous avons créé avec le Front National au sein du Rassemblement Bleu Marine, présenté le 25 janvier 2012, nous n'avons qu'à nous en féliciter. Nous avons pu présenter trente-sept candidats aux élections législatives de 2012, candidats qui ont tous obtenus plus de 5 % des voix. Nous allons maintenant nous atteler aux élections municipales. Je compte m'investir personnellement pour ces élections et j'ai accepté d'être tête de liste dans le 5ème arrondissement de Paris. C'est un arrondissement que je connais bien, dont la population est très disparate. Employés et retraités de l'éducation nationale, étudiants, artisans et commerçants forment un corps électoral très particulier. Les habitants du 5ème sont très attachés à leur arrondissement et il faut sans cesse les rassurer sur le devenir de leur arrondissement, le village latin.

Les valeurs que je défends sont les valeurs du gaullisme, qui met en exergue le rôle important que doit avoir notre pays sur la scène du monde. Ces valeurs sont des valeurs de droiture, de souveraineté et d'indépendance. Nous devons à nouveau devenir maîtres de notre destin. Il en va de la sauvegarde de notre civilisation et de notre nation. Notre pays ne cesse de se déliter, en particulier depuis 1973, et toutes les communautés présentes sur son territoire revendiquent de plus en plus de droits en omettant leurs devoirs. Tout cela se passe avec la bénédiction des forces politiques UMPS qui, n'étant plus capables de gouverner correctement, apaisent les tensions en achetant la paix sociale à coup de subventions publiques, c'est-à-dire, avec l'argent du contribuable français, celui qui travaille, qui se lève tôt et qui paie de plus en plus d'impôts. C'est pourquoi j'ai rejoint le SIEL qui, avec sa vision gaullienne prône, depuis sa création, la restauration de l'autorité de l'Etat. Nous sommes rentrés en résistance afin qu'il se relève comme il l'a toujours fait dans le passé. Le déclin de la France n'est ni une fatalité, ni une malédiction.



" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs."



A vos agendas !

Dimanche 12 janvier (20h35), samedi 18 janvier (17h05), dimanche 2 février (14h05) :
Caroline Fourest, Pascal Perrineau et Paul Marie Coûteaux débattent sur l'histoire de l'extrême-droite sur la chaîne de télévision de l'Assemblée nationale LCP-AN



Vendredi 10 et samedi 11 janvier : Paul Marie Coûteaux dans les Bouches-du-Rhône

Vendredi 10 à 18h30 : Réunion publique organisée par Catherine Rouvier

à la salle polyvalente "La Buissonne" de Puyricard (5260 rue du Colonel Bellec 13100 Aix en Provence)

Samedi 11 à 12 h : Inauguration de la permanence de Catherine Rouvier, tête de liste SIEL-RBM aux municipales à Aix en Provence

Samedi 11 après-midi : Rencontres à Marseille avec des personnalités locales



Dimanche 12 et lundi 13 janvier : Paul Marie Coûteaux dans l'Hérault

Dimanche 12 à 15 h : Réunion publique organisée par Pierre Roland Tranchat, candidat SIEL-RBM aux municipales à La Grande Motte sur le thème "Etre maître chez nous"

à l'Hôtel Mercure (140 rue du Port La Grande Motte)

Lundi 13 : Rencontres avec des personnalités locales ainsi que Rober Ménard, tête de liste RBM à Béziers

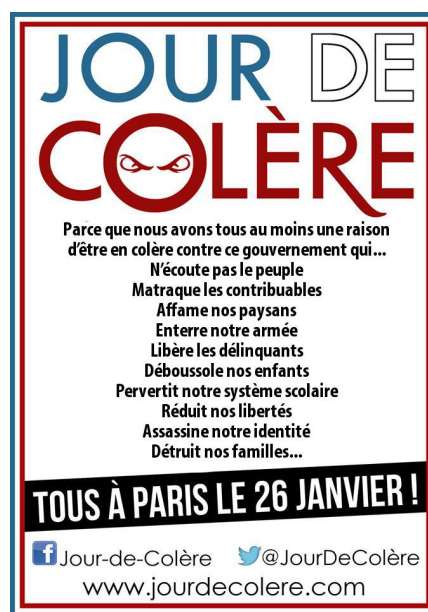
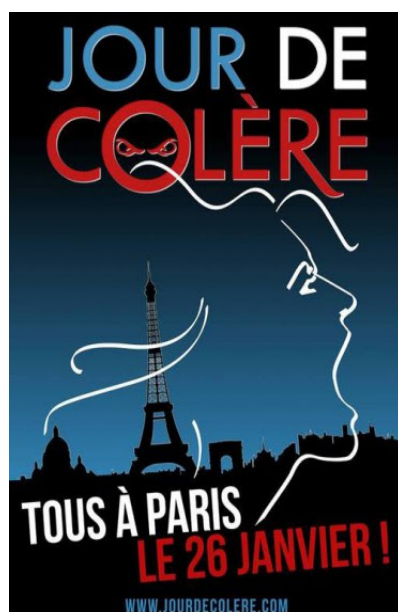


Samedi 25 janvier de 15 à 21heures : colloque SIEL "L'universel déni des identités"

Maison de la Chimie - 28 rue Saint-Dominique Paris 7ème



**Dimanche 26
janvier**



Lundi 27 janvier - Réunion du Bureau Régional Ile de France

Rendez-vous à partir de 19 h 30 au Restaurant Le France - 35 rue du Commandant Mouchotte Paris 15ème



Samedi 1er février : Paul Marie Coûteaux dans l'Yonne

- **11 h - 15h30 :** Déjeuner-débat avec Edouard Ferrand, SD FN-Yonne et conseiller régional de Bourgogne, et Claude Dassié, tête de liste SIEL-RBM aux municipales à Joigny, sur le thème : Le SIEL, le RBM et la stratégie de Rassemblement National, ultime chance de redresser la France



Samedi 8 février de 14h30 à 19 h : Congrès national du SIEL

à l'USIC - 18 rue de Varenne Paris 7ème



Radio Courtoisie (95,6 MHz)

LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque mercredi de 21h30 à 23h - **Rediffusion : le vendredi** de 21h30 à 23h

Le SIEL reçoit ... Philippe de Saint Robert

Auteur de nombreux ouvrages qui font de lui un mémorialiste inégalé de la V^{ème} République, Philippe de Saint Robert en a rencontré les présidents successifs, à commencer par le général de Gaulle, mais aussi Georges Pompidou, François Mitterrand et Jacques Chirac. Ancien Commissaire général à la langue française et membre de l'Institut Charles de Gaulle, il est l'un des plus sûrs gaullistes de référence. Nous lui avons posé trois questions sur le quinquennat en cours.

Vous avez beaucoup écrit sur les premiers présidents de la V^{ème} République, moins sur les deux derniers, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Quel jugement général portez-vous sur l'un et sur l'autre, comme personnalité et comme chef d'Etat ?

Philippe de Saint Robert - Il est un peu tôt pour établir un parallèle entre Sarkozy et Hollande. Ce dernier a voulu se démarquer sur les « sujets de société » en forçant, sous la pression de quelques agités progressistes, sur la décadence des mœurs. Sans doute pour occulter à quel point Hollande se différencie peu de son prédécesseur dans le domaine de la politique, où nous sommes chaque jour dépossédés de notre destin par notre inféodation aux instances dites européennes. On l'a vite compris lorsque Hollande s'est empressé de ratifier un traité « budgétaire » qu'il avait annoncé vouloir renégocier, et s'était même fait élire sur ce thème. Ce traité l'a acculé à prendre des mesures d'austérité que la droite eût sans doute dû prendre elle-même si elle ne s'était débarrassée du pouvoir à bon escient.

Vous êtes de ceux qui insistent sur le primat de la politique étrangère. Comment jugez-vous celle de François Hollande, au Proche Orient et en Afrique notamment ?

P.S.R. - L'Afrique demeure, qu'on le reconnaisse ou non, compte tenu du passé, ce qu'il serait convenu d'appeler, si l'on avait tant peur des mots, notre pré carré. A voir la propension des Africains à s'égorger entre eux, il est permis de penser que Sarkozy n'avait pas tout à fait tort de faire remarquer que l'Afrique tardait à entrer dans l'histoire contemporaine. Un point pour lui. Un autre pour Hollande d'avoir pris les bonnes décisions concernant le Mali et la Centrafrique. Notons toutefois que ces décisions étaient plus faciles et plus rapides à prendre lorsqu'existaient les traités bilatéraux entre la France et ses partenaires africains. Mais, cela dit, *quid* de nos moyens militaires chaque année davantage affaiblis ? Et comment ne pas en tirer la conclusion qu'une fois de plus nous n'avons rien à attendre de l'Union européenne.

Quant au Proche-Orient, Hollande a tout faux. Soyons juste : dès le commencement de la crise syrienne, le précédent gouvernement, par la voix de Juppé, oubliant la leçon laissée par Chirac en 2003, a commencé par jeter de l'huile sur le feu. Avec les socialistes, c'était sans compter avec le syndrome de Suez. Certains des propos de Laurent Fabius, lancé en roue libre, ont dépassé toute mesure : on en est revenu à Christian Pineau et à son sabre de bois ! A vrai dire, à certains moments, on ne savait plus quels intérêts Laurent Fabius défendait. Il remit cela lors des négociations avec l'Iran, au point qu'Obama a dû tirer les oreilles de François Hollande. Nous nous sommes discrédités – pourquoi et pour le bénéfice de qui ?

Pour ce qui est des institutions, vous paraissent-elles fonctionner actuellement de façon convenable ? Que pensez-vous de l'actuel système des partis pour lequel nos institutions ne sont certes pas faites, mais qui pourtant assèche toute la vie politique ?

P.S.R. - Le système des partis a reparu depuis longtemps. Il vient de s'enjoliver de ce qu'il est convenu d'appeler les « primaires », sorte de privatisation du système électoral et de forfaiture constitutionnelle, une machine à pousser les crétiens.

Il était donc tout naturel que l'UMP s'inspire du PS.

(Propos recueillis par Paul-Marie Coûteaux)